



# Assemblée générale

Distr. limitée  
10 octobre 2002  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-septième session

### Première Commission

Point 66 q) de l'ordre du jour

#### Désarmement général et complet : consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement

Afghanistan, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap Vert, Chili, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Tonga, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

#### Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 51/45 N du 10 décembre 1996, 52/38 G du 9 décembre 1997, 53/77 M du 4 décembre 1998, 54/54 H du 1er décembre 1999, 55/33 G du 20 novembre 2000 et 56/24 P du 29 novembre 2001,

*Convaincue* qu'une approche globale et intégrée à l'égard de certaines mesures concrètes de désarmement est souvent une condition nécessaire au maintien et à la consolidation de la paix et de la sécurité et offre ainsi une base à l'instauration d'une paix effective après les conflits, c'est-à-dire au relèvement et au développement économique et social dans les régions touchées. Ces mesures



concernent, entre autres, la collecte et l'élimination rationnelles, de préférence par la destruction, des armes de contrebande ou de fabrication illégale ou des armes, notamment légères et munitions déclarées en excédent par les autorités nationales compétentes par rapport aux besoins, à moins que d'autres modes d'élimination ou d'utilisation n'aient été officiellement autorisés et à condition que ces armes aient été dûment marquées et enregistrées, l'adoption de mesures de confiance, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, le déminage et la reconversion;

*Constatant avec satisfaction* que la communauté internationale est plus que jamais sensible à l'importance de ces mesures concrètes de désarmement, notamment devant les problèmes de plus en plus graves dus à l'accumulation et à la prolifération excessives et déstabilisatrices d'armes légères, qui menacent la paix et la sécurité et limitent les perspectives de développement économique dans de nombreuses régions, en particulier après les conflits,

*Soulignant* qu'il faudra poursuivre les efforts pour mettre au point et appliquer effectivement des programmes de désarmement concret dans les régions touchées, dans le cadre de mesures de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, de façon à appuyer, au cas par cas, les efforts de maintien et de consolidation de la paix,

*Prenant note avec appréciation* du rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés<sup>1</sup> qui mentionne notamment le rôle que la prolifération et le transfert illicite des armes légères jouent dans l'aggravation et la prolongation des conflits et propose certaines mesures, concernant ces armes, qui peuvent contribuer à prévenir les conflits,

*Prenant note* de la déclaration du Président du Conseil de sécurité<sup>2</sup> qui soulignait l'importance des mesures de désarmement pratiques dans le contexte des conflits armés et, s'agissant de désarmement, mettait l'accent sur l'importance des mesures à prendre pour limiter les risques que présente l'emploi d'armes légères illicites pour la sécurité,

*Prenant également note* du rapport du Secrétaire général établi avec le concours du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères<sup>3</sup> et, en particulier, des recommandations qui y figurent et qui constituent une importante contribution au processus de consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement,

*Prenant en considération* les débats tenus par le Groupe de travail II, lors de la session de fond de 2001 de la Commission du désarmement, sur le point 5 de l'ordre du jour intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques »<sup>4</sup>, et encourageant la Commission à continuer de s'efforcer de définir de telles mesures,

---

<sup>1</sup> A/55/985-S/2001/574 et Corr.1.

<sup>2</sup> S/PRST/2001/21.

<sup>3</sup> A/54/258.

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 42* (A/56/42).

*Accueillant avec satisfaction* le Programme d'action adopté à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>5</sup>, qui devrait être mis en oeuvre rapidement,

1. *Souligne* l'intérêt particulier que prennent dans le contexte de la présente résolution les « Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix, conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale »<sup>6</sup>, que la Commission du désarmement a adoptées par consensus à sa session de fond de 1999;

2. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement, présenté en application de la résolution 51/45 N<sup>7</sup>, et encourage de nouveau les États Membres ainsi que les arrangements et organismes régionaux à fournir leur appui en vue de l'application des recommandations qui y sont formulées;

3. *Se félicite* des activités du groupe des États intéressés, qui a été créé à New York en mars 1998, et invite le groupe à continuer d'analyser les enseignements tirés de projets antérieurs en matière de désarmement et de consolidation de la paix et à promouvoir de nouvelles mesures concrètes de désarmement en vue de consolider la paix, en particulier celles qu'ont prises ou élaborées les États touchés eux-mêmes;

4. *Encourage* les États Membres, y compris le groupe des États intéressés, à apporter leur appui au Secrétaire général, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes, conformément au chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, et aux organisations non gouvernementales en faisant droit aux demandes présentées par les États Membres en ce qui concerne la collecte et la destruction des armes légères après les conflits;

5. *Remercie* le Secrétaire général pour son rapport sur l'application de la résolution 56/24 P<sup>8</sup>, compte tenu des activités entreprises par le groupe des États intéressés;

6. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général contenant l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération<sup>9</sup>;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-huitième session un rapport sur l'application des mesures de désarmement concrètes, compte tenu des activités du groupe des États intéressés;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session la question intitulée « Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement ».

---

<sup>5</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), par. 24.

<sup>6</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 42* (A/54/42), annexe II.

<sup>7</sup> A/52/289.

<sup>8</sup> A/57/210.

<sup>9</sup> A/57/124.